



25 NOVEMBRE 2024

EUROPE INFO HEBDO



MERCOSUR, MISSILES ET TERESA RIBERA

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Etienne BONNERUE,
Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISI
Edouard GAUDOT,
Iris HERBELOT.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

MERCOSUR, COLÈRES PAYSANNES, MERCOPASUR

Partout en Europe, comme en Pologne, l'hiver semble annoncer de nouvelles actions du secteur agricole. Malgré les promesses, et surtout les reculs législatifs comme sur le règlement interdisant le commerce de produits issus de la déforestation, que l'Union s'apprête à amender afin de repousser d'un an la mise en application, la détresse du monde paysan n'est toujours pas résorbée. En France, en particulier, surtout à l'orée des élections professionnelles, la mobilisation reprend – mais sur des bases différentes, souligne François Purseigle dans un entretien à Médiapart. Comme chez ses voisins, mais plus fort encore, c'est l'accord de libre-échange avec le Mercosur, et la concurrence internationale avec de grandes puissances agricoles comme le Brésil qu'il implique, qui cristallise les craintes et les tensions.

- Témoin de cette tension, la position de la France sur ce dossier est un des rares sujets qui fait consensus dans le pays.
 - Plus de 600 parlementaires, d'horizons politiques, divers ont déjà affiché leur opposition dans une tribune au Monde
 - Ils estiment que le texte ne respecte pas « les critères démocratiques, économiques, environnementaux et sociaux fixés par l'Assemblée nationale et le Sénat ».
- Cet accord est déjà un vieux dossier dont les discussions ont commencé en 1999 et avaient débouché sur un premier compromis en 2019.
 - Il avait été abandonné du fait d'une vive opposition notamment déjà de la part de Paris (cf. EIH 11/2/24).
 - La conclusion de l'accord a été remise sur la table à la faveur d'un contexte géopolitique plus favorable avec l'élection de Lula au Brésil.
 - Ursula von der Leyen espère profiter de l'agenda diplomatique de fin d'année (G20 au Brésil en novembre, sommet du Mercosur en décembre) pour faire avancer les négociations dans la perspective d'une signature.
 - Côté brésilien, en revanche, l'enthousiasme retombe un peu, note *Le Monde*.
 - Cela est notamment dû à la part croissante de la Chine dans le commerce extérieur.
- Le Club des juristes revient en détail sur le contenu de l'accord, en particulier les fameuses "clauses miroir" invoquées dans les médias français, mais qui n'apparaissent pas dans le texte.
 - Il s'agirait d'imposer aux signataires les mêmes normes de production que sur le territoire de l'UE.
 - Un deal-breaker évident pour les Etats du Mercosur.
 - L'UE doit pouvoir imposer des règles à ses partenaires commerciaux, comme le mécanisme d'ajustement aux frontières ou le règlement sur la déforestation importée.
- Comme en 2019, la France s'oppose vivement à la signature du traité "en l'état", sur fond de crise agricole. Des craintes que la Commission européenne "peine à rassurer", souligne une analyse de Contexte.
 - L'accord supposerait l'arrivée massive de denrées alimentaires sud-américaines sur le marché français, une "concurrence déloyale" pour les filières agricoles, car produites avec des normes environnementales et sanitaires moins strictes.
 - Pire, il permettrait même de réimporter sur le marché européen des denrées agricoles produites avec des substances phytosanitaires interdites dans l'UE, mais toujours autorisées à l'export.
 - Le projet prévoit par exemple la possibilité pour les éleveurs sud-américains d'exporter chaque année en Europe 160 000 tonnes de bœuf avec des droits de douane réduits ou nuls.
 - Pour comparaison, l'Europe a importé 351 000 tonnes de viande bovine en 2023.
 - L'opposition du monde agricole est soutenue par les milieux écologistes qui craignent de leur côté que l'accord ne pousse les pays du Mercosur à augmenter leurs capacités de production.
 - Notamment en déboisant la forêt amazonienne pour y installer des pâturages.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

MERCOSUR, COLÈRES PAYSANNES,

LES RAISINS DE LA DISCORDE

“Viande contre voiture” : l'accord du Mercosur ne se limite pas au volet agricole. Il est considéré comme nécessaire pour des secteurs industriels européens en grande difficulté - comme l'automobile (cf. [EIH 11/11/24](#)). D'autres acteurs pointent ainsi les bénéfices de l'accord pour l'économie française et européenne.

- L'économiste Emmanuel Combe expose dans Les Echos les 5 raisons pour lesquelles il faudrait soutenir l'accord :
 - S'assurer des débouchés dans un contexte de montée du protectionnisme et la signature de cet accord est la dernière occasion de le faire.
 - Barrer la route à la Chine dont la part de marché en Amérique du sud ne fait que croître.
 - Diversifier ses sources d'approvisionnement en minerais stratégiques et avoir un accès privilégié au cobalt, graphite et lithium de la zone.
 - Ouvrir un nouveau marché pour des filières clés en France : vins, spiritueux, automobile, chimie, etc.
 - Les importations de volaille et de bœuf prévues par l'accord pèsent peu dans le total consommé par l'Europe (1,2% pour le bœuf par exemple).
- [L'Espagne](#) et le Portugal qui ont des liens historiques et culturels forts avec le Mercosur et [l'Allemagne](#) pour des raisons économiques défendent l'accord.
 - L'Allemagne y voit une opportunité industrielle avec un nouveau marché d'exportation pour ses voitures, alors que la consommation chinoise est en berne et que les États-Unis risquent d'augmenter leurs droits de douane avec le retour de Trump.
 - Le Premier ministre espagnol a rappelé son engagement pour pousser le traité auprès de ses partenaires.
- La France cherche à bloquer l'accord mais ne peut rien seule. Il lui faut pour cela convaincre certains de ses partenaires.
 - La Pologne, l'Autriche, les Pays-Bas et l'Irlande ont exprimé par le passé leurs inquiétudes vis-à-vis de l'accord, tout comme l'Italie récemment.
 - Le vote au Conseil européen étant à majorité qualifiée, la France doit trouver une minorité de blocage.
 - Le site *Contexte* analyse le rapprochement avec la Pologne et l'Italie dans cette perspective.
 - L'Italie de Giorgia Meloni a ainsi annoncé en faire “une bataille commune”.

Cependant, la constitution d'une coalition politique au Conseil ne se limite jamais au dossier directement concerné. Si la Pologne a aussi une population agricole sensible au sujet Il faut s'attendre à ce que le soutien de ceux qui sont moins exposés sur ce sujet soit éventuellement récompensé dans d'autres négociations.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

UKRAINE, DÉFENSE EUROPÉENNE, INTERCONTINENTAL

Escalade ou statu quo? Alors que la situation sur le terrain se dégrade pour Kiev (cf. [EIH 17/11/24](#)), la semaine dernière, à deux mois du terme de son mandat, Joe Biden autorisait l'Ukraine à utiliser les missiles américains Atacms pour frapper le territoire russe. Une permission longtemps réclamée par Kiev, mais qui pourrait arriver trop tard, avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier. Le lendemain, l'Ukraine a utilisé six de ces missiles pour frapper des cibles militaires dans la région russe de Bryansk. Immédiatement, la Russie a répliqué non pas seulement par une frappe sur la ville ukrainienne de Dnipro, mais en faisant usage d'un nouveau système de missile intercontinental de moyenne portée, qui selon l'allocution télévisée de Vladimir Poutine à la suite de l'attaque "ne peut pas être intercepté par les systèmes de défense anti-aériens occidentaux actuels".

- Une démonstration de force qui annonce éventuellement un changement de doctrine : l'usage de missiles alliés par l'Ukraine sur le territoire russe suffirait à justifier, pour la Russie, l'usage de l'arme nucléaire.
 - Une menace déjà proférée, et désormais entérinée, mais que certains analystes continuent de considérer comme "peu crédible".
 - L'usage d'un missile intercontinental sans tête armée nucléaire vient ponctuer la menace russe, et l'escalade du conflit d'attrition, après mille jours de guerre, marque une relance des hostilités avant la passation de pouvoir outre-Atlantique.
 - L'Europe centrale et orientale qui reprend mesure de la proximité du conflit.
 - Les frappes russes à l'extrême ouest de l'Ukraine (en Transcarpie) dimanche dernier ont poussé la Pologne à faire décoller des patrouilles d'avion de chasse pour couvrir la zone à la frontière hongro-polono-ukrainienne ciblée par les frappes.
 - Sauf le Premier ministre hongrois qui semble vouloir faire oublier ce danger en déclarant vouloir défier la CPI, ou peut être pense-t-il mettre son pays à l'abri avec de telles déclarations.
- Parallèlement, l'Europe prend conscience qu'elle doit faire face à une guerre hybride : outre les campagnes de désinformation pullulant sur Internet, les cyberattaques et actes de sabotage sur des installations européennes inquiètent particulièrement.
 - Alors que la destruction en septembre 2022 du gazoduc Nord Stream en mer Baltique s'oriente vers la piste ukrainienne,
 - la découverte d'un acte de sabotage -présumé- sur deux câbles de communication sous-marins reliant l'Allemagne à la Finlande et la Lituanie à la Suède,
 - renforce l'inquiétude d'une vulnérabilité européenne face à une augmentation du nombre d'attaques sur son réseau énergétique et de communication.
 - Les pays scandinaves et baltes riverains de la Baltique y voient l'œuvre potentielle d'un bateau-cargo chinois ayant mouillé à proximité du lieu du sabotage.
 - Une inquiétante preuve du soutien de la Chine à la Russie dans ce conflit étendu à l'encontre de l'Europe, et pas seulement de l'Ukraine.
- C'est dans ce contexte que les pays de l'UE atteignent un montant record de dépenses militaires de 326 milliards d'euros, soit 1.9% du PIB européen.
 - Avec la Pologne en tête du pays consacrant la plus large part de son budget à la défense (4% du PIB polonais).
 - Donald Tusk pourrait devenir l'interlocuteur européen privilégié des Américains durant le second mandat Trump, qui n'a pas caché son agacement, voire son mépris, pour l'investissement européen actuel dans sa sécurité.
 - C'est d'ailleurs à Varsovie que se sont réunis mardi 19 novembre les ministres des Affaires étrangères français, allemand, italien, polonais et espagnol.
 - On relève des observateurs invités : la future haute représentante de l'Union européenne, Kaja Kallas, et David Lammy, le Secrétaire britannique aux affaires étrangères.
 - Malgré une déclaration conjointe très tempérée en terme d'engagements concrets, le chef de la diplomatie polonaise Radoslaw Sikorski a affirmé que les ministres présents s'étaient prononcés en faveur :
 - de l'émission d'obligations européennes de défense pour financer la sécurité européenne,
 - ainsi que prêts à augmenter leur soutien financier à l'Ukraine en cas de désistement américain sous l'administration Trump.

La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni sont restés timorés quant à l'usage de leurs missiles par l'Ukraine pour défendre son territoire.



GREEN DEAL

CONCURRENCE, SOUTENABILITÉ,

RIBERA BIEN QUI RIRA LE DERNIER

La rentrée politique de l'exécutif européen est marquée par les auditions du nouveau collège de commissaires européens, dont les nominations dessinent les contours d'une Commission en quête de renouvellement. La nomination d'une Commissaire à la Concurrence ET à la soutenabilité signe une réflexion originale. La Commissaire Teresa Ribera a fait ses preuves, quand elle était ministre, en matière de promotion du développement durable en Espagne. Réunir la durabilité et la concurrence en une seule unité sous la responsabilité d'une seule personne est une opportunité intéressante. En faisant preuve de créativité, elle peut montrer que le défi consiste à structurer les marchés de manière à favoriser une adoption plus rapide des technologies vertes et de l'innovation.

- Dans ce domaine aussi stratégique que la politique de concurrence, l'héritage imposant de Margrethe Vestager, ancienne commissaire européenne à la Concurrence, reste pour beaucoup une boussole.
 - En particulier sur le tax ruling d'Apple (cf. [EIH 23/9/23](#)).
 - La commissaire restera célèbre pour son affrontement frontal avec les modèles économiques américains et asiatiques.
 - Elle a redéfini les ambitions de l'Union dans un monde multipolaire.
 - Sa succession, néanmoins, semble s'engager dans une trajectoire inattendue, teintée d'écologie et de compromis économique.
- La concurrence économique et les politiques européennes conçues pour la réguler peuvent-elles servir la transition vers une économie durable ? Dans une série d'articles et d'interview, le Green European Journal s'interroge comment la politique de concurrence de l'UE pourrait être mise au service de ses ambitions climatiques.
 - Historiquement moteur de l'intégration européenne et pilier de l'économie de l'Union, cette politique de concurrence était censée permettre à l'UE d'équilibrer les avantages du libre marché et la protection du tissu démocratique de la société contre le pouvoir incontrôlé des entreprises.
 - Elle peut être un bouclier et une épée dans ce combat, note Simon Holmes, juge britannique. Mais elle n'y est pas parvenue.
 - Au contraire, elle a même permis des niveaux massifs de consolidation industrielle dans l'ensemble de l'économie, en particulier sur l'alimentation et les semences.
- Aujourd'hui, ce pilier de longue date de la politique de l'UE doit être révisé de toute urgence.
 - Premièrement, parce que les caisses publiques ne peuvent à elles seules couvrir les énormes besoins d'investissement du Green Deal et du plan REPowerEU -
 - environ 700 milliards d'euros par an jusqu'en 2030,
 - auxquels s'ajoutent 92 milliards d'euros pour atteindre les objectifs de la loi « Net-Zero Industry Act ».
 - Ensuite, parce que la concurrence mondiale alimentée par la rivalité stratégique entre les États-Unis et la Chine intensifie la pression croissante sur l'UE et ses États membres.
 - Rappelons que ces deux économies hautement subventionnées se disputent la suprématie sur les technologies et les industries vertes.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

CONCURRENCE, SOUTENABILITÉ, PARLEMENT EUROPÉEN, **RIBERASKIP**

Que signifie l'arrivée de Teresa Ribera au portefeuille de la concurrence?

Teresa Ribera, alors vice-présidente du gouvernement espagnol depuis 2021, a été désignée « vice-présidente exécutive pour une transition propre, juste et compétitive », un poste qui pourrait bien devenir le pivot de la nouvelle Commission.

- En Espagne, elle s'est illustrée par des réformes audacieuses, concernant notamment la réforme du marché de l'électricité, l'exception ibérique, son opposition à la chasse au loup ou encore son positionnement face au nucléaire.
 - Ces choix tranchés lui ont valu des critiques virulentes, certaines membres de l'échiquier politique allant jusqu'à qualifier son approche d'« idéologie environnementale talibane ».
 - Ceci a pesé sur sa confirmation par le Parlement européen.
 - Son chemin d'action est le suivant : coordonner tant la politique concurrentielle *in extenso* que l'écologisation de l'économie.
- La sémantique derrière le nouvel intitulé du portefeuille met en exergue des intérêts en apparence contradictoires.
 - À cet égard, elle a commenté au Financial Times que cela s'expliquait par le fait que les coûts de l'action « seront à terme plus élevés ».
 - Son mandat prend une acuité particulière dans le contexte des inondations dévastatrices qui ont frappé l'Espagne récemment, soulignant l'urgence d'accélérer la transition écologique.
 - T. Ribera s'affirme ainsi comme une défenseure du Green Deal, mais cette volonté suffira-t-elle face à la complexité technique de la politique concurrentielle européenne ?
- Diriger et mener à bien la politique concurrentielle à l'échelle européenne suppose une expertise accrue dans ce domaine, empruntant au droit et à l'économie.
 - Des domaines comme l'antitrust, le contrôle des concentrations, les aides d'État et le contrôle des subventions étrangères forment un agenda aussi dense qu'exigeant.
 - La nouvelle commissaire ne semble pas disposer des compétences spécifiques requises pour naviguer dans ces eaux.
 - Cette lacune a été mise en lumière lors de son audition, où elle aurait trébuché sur des questions techniques, selon Politico.
 - Ces insuffisances pourraient être particulièrement visibles dans le secteur numérique, où les ambitions européennes de création de champions industriels se heurtent à la domination des géants américains et chinois.
 - Il convient de souligner qu'elle pourra s'appuyer sur la puissante Direction générale de la concurrence (DG Comp).
 - Avec son expertise robuste et ses cadres chevronnés, elle jouera un rôle clé dans l'exécution des politiques.
 - Ce soutien institutionnel pourrait tempérer les craintes d'une rupture brutale avec les lignes directrices de l'ère Vestager.
 - Si bien que l'on pourrait se demander si le nouveau portefeuille portera vraiment un changement.